

# Le religieux, le politique et la laïcité : les défis actuels

**Chahla Chafiq \***

La laïcité peut-elle encore être au service de la citoyenneté démocratique, alors que l'extrême droite s'en empare ? Ne devient-elle pas le cache-sexe des pensées néo-colonialistes qui, au nom de la défense de la démocratie, réaffirment la supériorité de l'Occident et reconfirment la hiérarchisation des cultures et des civilisations ? N'agit-elle pas, au prétexte d'un universel abstrait, en faveur d'un humanisme et d'un féminisme aux traits « blancs, hétérosexuels et socialement favorisés », en piétinant dédaigneusement le droit à la reconnaissance des Autres, ceux et celles qui n'appartiennent pas à ces catégories ?

Ces questions qui hantent les débats, à divers niveaux, dans les champs intellectuels, sociaux et politiques, amènent parfois à nier le bien-fondé des débats sur la laïcité qui seraient porteurs d'effets pervers.

Cet article revient sur ces préoccupations afin de partager avec les lecteurs quelques pistes de réflexions qui permettront, je l'espère, de faire avancer le débat sur les défis actuels que nous lançent les mouvements politico-religieux en rapport avec les idéaux démocratiques.

## **Laïcité et démocratie, une même dynamique ?**

Le premier point important à revoir concerne le sens et les significations de ces idéaux démocratiques. La démocratie peut-elle se réduire à l'instauration d'un parlement et à la tenue d'élections ? Si non, quelles sont les conditions sine qua non pour que le pouvoir revienne au peuple et qu'il s'exerce au profit du peuple ?

---

\* Écrivaine, sociologue

La réponse se trouve dans la reconnaissance d'une double autonomie, à la fois collective et individuelle. Ce qui voudrait dire que le peuple doit être considéré comme une assemblée d'individus, libres et égaux, liés par les droits et les devoirs dont ils sont non seulement destinataires mais auteurs.

C'est dans cette optique que la sécularisation est essentielle à l'établissement des idéaux démocratiques. En procédant à la désacralisation des institutions sociales et politiques, le processus de sécularisation (étymologiquement, rendre au siècle, au monde) permet d'émanciper le législateur de toute instance supérieure au peuple et, par le même biais, de considérer les membres de la collectivité comme des sujets-citoyens, auteurs des lois. La laïcité, en tant que principe, qui s'affirme en France en 1905 et se constitutionnalise en 1946, assure la séparation des Églises et de l'État. Elle ouvre le chemin à l'approfondissement des droits démocratiques que la Révolution française avait affirmés à la fin du dix-huitième siècle. L'apport vital de la laïcité réside dans la déclinaison de ses principes : la primauté du politique sur le religieux, la liberté de conscience (le droit de croire, de ne pas croire et de changer de religion) et l'égalité de traitement des individus quelles que soient leurs diverses croyances.

Comme le démontre Jean-Paul Scot dans sa réflexion à propos de la distinction entre « tolérance » et « laïcité », ces concepts déploient une dialectique entre la laïcité et la démocratie qui se réalise par la dynamique égalitariste et libératrice inhérente à l'émancipation laïque <sup>1</sup>.

Or, ces capacités émancipatrices de la laïcité sont aujourd'hui clairement sujettes à des remises en question du fait des présupposés effets pervers de son application qui ne tiendrait pas compte de la diversité culturelle et culturelle des citoyen-nes. À cela s'ajoute que les mouvements identitaires d'extrême droite manipulent le principe laïque à des fins d'exclusion raciste. Comment et pourquoi ?

---

1. Voir : Jean Paul Scot, *Jaurès et l'émancipation laïque*, accessible à cette adresse : [http://www.clio.asso.fr/documents/jaures\\_et\\_l\\_emanicipation\\_laïque\\_jean\\_paul\\_scot.pdf](http://www.clio.asso.fr/documents/jaures_et_l_emanicipation_laïque_jean_paul_scot.pdf)

## La laïcité confrontée à des tensions identitaires

Les tensions que soulèvent aujourd'hui les questions liées à la laïcité renvoient en dernière analyse à des interrogations sur les rapports entre le religieux et le politique au regard des relations entre l'identité (collective et individuelle) et la culture.

Force est de constater que l'évolution du monde contemporain questionne de manière spectaculaire le rapport entre le religieux et le politique. Depuis les dernières décennies du 20<sup>e</sup> siècle, nous assistons à l'essor de mouvements politico-religieux. La montée de l'islamisme (mouvement politique fondé sur l'idéologisation de l'islam) en est la manifestation la plus visible : en 1979, la révolution iranienne contre la dictature du Chah, nommée « révolution islamique », a mis en scène la fascination que pouvait exercer l'islamisme et sa capacité de mobilisation populaire<sup>2</sup>. Puis, le monde a été témoin de la montée de diverses formes de mouvements islamistes, depuis les tendances les plus radicales jusqu'aux courants libéraux, et cela non seulement dans les pays dits islamiques, mais aussi en Europe. Cette visibilité de l'islamisme ne doit pas occulter le développement de différents mouvements et sectes fondées sur l'idéologisation des religions, notamment les mouvements intégristes et fondamentalistes chrétiens et juifs dont l'influence s'étend en Amérique et en Europe. L'action des évangélistes en Amérique (aussi bien du nord que du sud) et le poids visible des fondamentalistes juifs en Israël et au-delà en sont des exemples significatifs.

En faisant de la religion une idéologie, ces divers mouvements se rejoignent dans leurs ambitions communautaristes qui vont à l'encontre des droits des individus à l'autonomie et à liberté. Rappelons ici la différence entre l'appartenance communautaire et le communautarisme, deux notions qui recouvrent des réalités distinctes quant à leur portée sociale, culturelle et politique. Le terme communauté désigne ce qui est commun à un certain nombre de personnes (intérêt, sentiment, conviction, espace). On parle de communauté nationale, communauté de foi, communauté artistique, etc. L'appartenance à une communauté est alors source de création

---

2. Cf. Chahla Chafiq, *Islam politique, sexe et genre, à la lumière de l'expérience iranienne*. PUF, 2011.

de liens, de rencontres et de partage constructif. Le communautarisme quant à lui transfère à la communauté culturelle ou culturelle un rôle de gestion sociopolitique de la vie de ses membres. Dans l'optique communautariste, l'appartenance à une culture ou à une religion définit les orientations sociopolitiques des membres de la communauté. Ce qui mène à la négation de la pluralité des positionnements des membres d'une communauté et légitime, par la même voie, le contrôle des membres de la communauté. Il conduit à la promotion de droits différenciés prétendus garantir le respect de l'ordre communautaire.

### **Les dessous de l'ordre moral promis**

Les mouvements idéologico-religieux en essor ont pour point commun de proposer un ordre moral qui promet de lutter contre la décadence et la corruption dans l'objectif de restaurer le salut collectif. La morale et la vertu comptent aussi parmi les thèmes qui cristallisent la montée des nouvelles formes de conservatisme aux États-Unis où les questions de contraception, d'avortement et d'homosexualité mettent en relief cette tendance et mettent en lumière l'influence des idéologies évangélistes chez les Républicains. Les mêmes thèmes se retrouvent dans les discours du mouvement populiste Tea Party qui se développe de manière spectaculaire depuis 2009 en réactivant les éternels thèmes de l'extrême droite à travers la défense exaltée de l'américanité. Pour eux, le droit à l'avortement et la reconnaissance des droits sexuels constituent des facteurs de déchéance de l'identité américaine menacée par des minorités ethniques et religieuses. En Israël, c'est fin 2011 qu'éclatent de grands débats sur les agissements de juifs ultra-orthodoxes qui défendent la ségrégation sexiste et la soumission des femmes.

Ces faits mettent en relief la dynamique commune des courants politiques fondés sur l'idéologisation du religieux et les tendances néo-conservatistes de droite. L'analyse de cette dynamique permet de saisir le rôle central du sexisme dans la construction idéologique du néo-conservatisme. Les courants idéologico-religieux, de tous bords, partagent le même rejet de l'égalité des sexes et de la liberté sexuelle.

Leur haine de l'homosexualité s'inscrit aussi dans leur préconisation de hiérarchisation des rapports de sexe et de consolidation des normes sexuées. Celles-ci sont censées maintenir l'équilibre de la communauté des croyants dont la famille patriarcale constitue la cellule de base, alors que l'autonomie individuelle, la liberté (dont la liberté sexuelle) et l'égalité (dont l'égalité des sexes) sont pensées comme des éléments susceptibles d'ébranler la structure communautariste fondée sur l'ordre sacré. Ce n'est donc pas un hasard si dans les instances internationales, des mouvements politico-religieux de tous bords font pression ensemble, au nom du respect des cultures et des religions, afin d'exclure des résolutions relatives à la liberté sexuelle et à la maîtrise de leur corps par les femmes, ainsi que les droits des homosexuels<sup>3</sup>. Les frontières géographiques et géopolitiques et les différences culturelles et culturelles n'empêchent aucunement leur alliance objective.

### **Le culturel et le cultuel : objets et sujets de confusion et de marchandage**

Le développement de ces mouvements interroge aussi sur leur capacité de séduction et de mobilisation. Quelles en sont les raisons ?

La réponse à cette question renvoie à l'ampleur des paradoxes qui marquent l'évolution du monde : nous assistons d'une part à l'accroissement des revendications démocratiques, alors que d'autre part l'extension d'une mondialisation fondée sur la marchandisation (propageant à outrance la culture de consommation et la perte de sens) et le recul des mouvements porteurs d'idéaux humanistes creusent le vide social, politique et culturel. Le cadre proposé par l'ordre moral que prônent les mouvements idéologico-religieux prétend offrir des repères et fournir la sécurité dans un monde en crise. Les replis identitaires font le lit du développement de ces mouvements.

Dans les phénomènes de replis identitaires et les stratégies communautaristes, le culturel et le cultuel font l'objet de

---

3. Voir, dans ce numéro, pages 41-49, la contribution de Monique Dental.

diverses formes de manipulation. L'exacerbation des identités culturelles et culturelles renvoie toujours à des notions figées et globalisantes des cultures et des religions. Aussi, les images des « musulmans », des « Français » ou des « Européens », représentés comme une masse d'individus interchangeable, occultent leur hétérogénéité. On oublie facilement que les Européens et les Français ne portent pas tous et toutes les mêmes orientations socioculturelles et politiques et que les personnes dites musulmanes, tout comme les catholiques, les protestants, les juifs et les autres personnes partageant une foi commune, sont diverses dans leur rapport même à la religion.

Or, à force d'être utilisé de manière généralisante, le terme *musulman* devient une identité plaquée qui ne tient pas compte de la diversité de conception du religieux par les personnes musulmanes, ni de leur relation à la religion. On arrive ainsi à confondre l'« être musulman » et l'islamisme.

Ces confusions sont renforcées par une vision simplificatrice qui existe tant dans le champ intellectuel, politique que social ou médiatique. N'a-t-on pas vu, dans le contexte post-attentats meurtriers visant *Charlie Hebdo* et de la tuerie ciblant les juifs, surgir certains positionnements intellectuels qui décelaient dans la manifestation massive en défense de la liberté d'expression et des valeurs démocratiques des signes d'islamophobie ? La propagation de ce concept, qui remplace aujourd'hui le terme plus approprié de racisme antimusulman, encourage d'ailleurs des confusions nuisibles. Alors que le terme de racisme antimusulman désigne un recyclage des idéaux racistes qui stigmatise les musulmans comme porteurs de sauvagerie et justifie ainsi leur rejet, le concept d'islamophobie sert à empêcher toute approche critique de la religion islamique. Il jette ainsi le soupçon sur toute opposition et résistance à l'islamisme. De plus, l'instrumentalisation de ce terme encourage la création de concepts similaires. Ainsi, les militants intégristes chrétiens qui empêchaient les représentations de la pièce de théâtre de Romeo Castellucci, *Sur le concept du visage du fils de Dieu*, au Théâtre du Châtelet, brandissaient le drapeau de la lutte contre la christiophobie.

Ces confusions renvoient à la réduction du culturel au cultuel qui participe en même temps à la négation de la dynamique évolutive des cultures et des identités culturelles pour les emprisonner dans des schémas immuables. Ce qui ne fait qu'apporter de l'eau au moulin des mouvements identitaires néoconservateurs.

Sur ce point, il convient de ne pas oublier que la distinction entre le cultuel, le culturel et le politique, relativement récente dans l'histoire de l'humanité, résulte de l'avènement de l'universalité des droits humains comme base de la démocratie moderne. La démocratie crée en effet sa propre culture à partir des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité (à laquelle renvoie le terme *fraternité*).

Loin d'être simple, l'accomplissement de la dialectique entre démocratie et laïcité est un processus traversé par des oppositions sur les orientations socioculturelles et politiques. En France, les avancées laïques se sont ainsi réalisées à travers des confrontations sur de grands sujets sociétaux tels que l'école, la famille (dont les lois sur le mariage et le divorce) et le droit des femmes à maîtriser leur corps. Les tensions récentes autour du mariage pour tous ne nous rappellent-elles pas la vive actualité de ce rapport de force ? Ne soulignent-elles pas l'importance de la laïcité pour les avancées démocratiques ?

Sur le terrain, les situations qui interrogent la laïcité mettent en scène une articulation complexe entre des facteurs sociaux, culturels, politiques et religieux. Quitte à le répéter, les tensions autour de la laïcité dans les débats politiques fortement médiatisés sur la place de l'islam en France et les stratégies des mouvements d'extrême-droite et des communautarismes politico-religieux (d'obédience islamiste mais aussi chrétienne et juive) qui manipulent la laïcité à leur profit rendent ces situations encore plus sensibles.

## **Perspectives**

Confrontés à cette complexité croissante, les acteurs sociaux et politiques se demandent comment agir en faveur de la laïcité. Travaillant dans le domaine des relations interculturelles en France depuis 20 ans, j'ai pu observer, à

l'occasion d'une recherche-action sur le sujet de « la laïcité et la diversité »<sup>4</sup>, les préoccupations des acteurs sociaux et politiques. Beaucoup sont soucieux de ne pas dévier vers des comportements discriminatoires et témoignent de leur préoccupation sur les risques de développement du racisme favorisé par la crise sociopolitique. Le potentiel et la volonté des acteurs ne manquent pas, mais ils ont besoin d'être soutenus par des outils appropriés. Cela nécessite de ne pas se limiter à des affirmations de principe, à des recettes toutes faites ou à des négociations interindividuelles ou avec des groupes, mais de développer des réflexions et des actions capables de répondre aux besoins d'une articulation entre la défense de la laïcité, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme et une action féministe en faveur de l'égalité des sexes, de la liberté des femmes et contre l'homophobie.

---

4. ADRIC, *Agir pour la laïcité dans un contexte de diversité culturelle. Des idées reçues à une pratique citoyenne*, 2009.